

Annexe 4



Le Carniérois

Bulletin de liaison de la Municipalité

N°128 juin 2015

DEVELOPPEMENT EOLIEN

Dans le cadre de l'implantation de 7 éoliennes sur le territoire de la commune dans la partie comprise entre la route de Cauroir et la route de Rieux, vous avez tous été destinataires de plusieurs bulletins du collectif anti-éolien qui milite contre la réalisation de ces implantations.

Sans vouloir polémiquer sur le contenu de ceux-ci, vous pourrez trouver sur Internet ou sur des revues de presse, de nombreux arguments qui vont à l'encontre de ceux qui vous y ont été avancés

Dans ce contexte, le conseil municipal, hormis les deux conseillers municipaux d'opposition, (qui se définissent ainsi) se permet dès lors de corriger un propos important à savoir que :

Le projet éolien n'est pas un projet communal et donc pas le projet de vos élus

C'est un projet privé entre une société de développement éolien, des propriétaires et des exploitants agricoles.

Par l'intermédiaire d'un schéma régional éolien validé conjointement par l'état, le Conseil Régional et la DREAL il a été défini des zones d'implantations favorables, compte tenu des vents, zone dont fait partie le secteur carniérois concerné. Contactée, la commune a pris note des possibilités offertes, selon les procédures administratives préalables aux implantations et a permis à l'initiateur du projet, en l'occurrence la société Energie Team, d'étudier la faisabilité de son dossier après que celle-ci l'eut présenté au cours d'une réunion du précédent conseil municipal en juin 2013, réunion à l'issue de laquelle les membres du conseil avaient, par 12 voix « pour » et 2 voix « contre », émis un **avis favorable** à cette étude de faisabilité.

Cette même procédure avait également été réalisée en 2004 quand un promoteur souhaitait planter **deux éoliennes entre Carnières et Boistrancourt** pour le compte d'un propriétaire exploitant. A l'époque le conseil avait décidé par 12 voix « pour » et une seule voix « contre » de donner un **avis favorable**. Personne parmi les conseillers présents n'avait alors demandé de référendum même pas **ceux qui 11 ans plus tard** crient au scandale sanitaire et considèrent les implantations actuelles comme une pollution visuelle. Les permis de construire avaient été déposés en mairie puis transmis aux autorités compétentes pour être refusés compte tenu de la présence de la base aérienne 103.

Entre-temps, les zones de développement éolien (ZDE) ont été créées (loi de 2005) puis abandonnées au profit d'un schéma de développement régional éolien (loi Brotte de 2013), les réglementations administratives ont été modifiées, **l'avis de la mairie n'est plus devenu nécessaire** pour l'obtention du permis de construire.

Le concepteur ayant trouvé des partenaires pour accueillir ses éoliennes, celui-ci a ébauché son projet de manière plus précise et en a fait part à la municipalité. Ces informations vous ont été communiquées dans le Carniérois de novembre 2014. Une permanence publique a été organisée en mairie le 15 janvier 2015 pour le présenter à la population.

En janvier, lors de la cérémonie des vœux, m'adressant aux Carniérois, je disais qu'en tant que Maire je ne pouvais ignorer les retombées financières qu'elles apporteraient au budget communal. Un budget communal dont vous savez toutes et tous qu'il est appelé à percevoir moins de dotations et de subventions de la part de l'état, moins de subventions de la part du Conseil départemental du Nord et qu'il sera aussi amené à devoir dépenser plus, pour financer de nouvelles mises aux normes, de nouvelles contributions, des hausses de contributions existantes et pour palier à un désengagement de l'état sur certaines actions.

Dans notre Communauté de Communes du Caudrésis-Catésis, à ce jour des dossiers sont très avancés sur Busigny et Marez. Des projets sont en cours sur Saint Aubert et Saint Vaast. Plus proches de nous, à Saint Hilaire, Quiévy, Béthencourt et Bévillers 14 permis de construire ont été accordés. L'enquête d'utilité publique a déjà été réalisée dans le solesmois pour les communes de St Python et Viesly. Dans le Quercitain, la création d'un nouveau parc éolien à 3km de la ville, touristique, de Le Quesnoy est programmée. **A ce titre, si certaines personnes désirent se rendre sur ce site, elles peuvent prendre contact avec le secrétariat de la mairie, il sera possible de les y conduire, elles pourront ainsi se faire une idée concrète.**

A ce jour, disposant de chiffres plus précis et notre intercommunalité ayant validée par **délibération le mercredi 15 avril 2015** la répartition de l'IFER, (Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux) vous comprendrez mieux, à la lecture des chiffres qui vont suivre, **pourquoi l'intérêt collectif demande une attention particulière** à un projet éolien dès lors que les intercommunalités qui perçoivent l'IFER rétribuent les communes recevant des éoliennes, ce qui n'est pas le cas pour les villages voisins de Cagnoncles ou de Cauroir issus d'une autre intercommunalité.

Dans notre cas, la Communauté de Communes du Caudrésis-Catésis percevra la totalité de l'IFER, comme le prévoit la législation mais elle reversera

- 30% au Conseil Départemental du Nord,
- 10% aux communes de l'intercommunalité qui n'auront pas d'éoliennes sur leur territoire
- 30% à elle-même
- 30% à la commune qui aura des éoliennes sur son territoire.

Ainsi, compte tenu des décisions prises, **une éolienne de 3MW représente pour la commune de Carnières :**

1.026€ de Taxe foncière sur le bâti par éolienne chaque année

6.547€ par éolienne et par an au titre de l'Imposition Forfaitaire sur les Entreprises de Réseaux

Soit : $7.573\text{€ par éolienne} \times 7 = 53.011\text{€ de retombées financières annuelle}$ (pendant la durée de vie des éoliennes) soit 23,25% de la part de vos impôts locaux qui revient à la commune

Auxquels s'ajouteront :

- **70.000€ répartis sur les 2 premières années** au titre de mesures d'accompagnement
- La réfection et la mise à dimension des chemins ruraux et de l'Association Foncières de Remembrement qui seront appelés à desservir ces éoliennes
- 1.000€ par an pour l'Association Foncière de Remembrement sur la durée de vie des éoliennes

Parallèlement à cette possibilité de rentrée financière, il est aussi une certitude : **C'est la baisse de la dotation globale de fonctionnement que notre commune va devoir assumer**, baisse décidée par le gouvernement au titre de l'effort des collectivités territoriales pour réduire le déficit de la France